

Signaux d'activité limitée ? Petit scanner cérébral de la droite française



Le principal problème de nla vie politique française est l'absence criante d'une opposition organisée capable hic et nunc de dessiner une vision et de préparer une action politique crédible. La droite française n'est pas à la hauteur des circonstances.

Avec Edouard
Husson

Un paysage politique français sans alternative?

J'étais, vendredi 1er février au soir, à un dîner comme il s'en organise dans le Berlin du pouvoir et de l'influence. On y rencontre des députés de tous les partis susceptibles d'entrer au gouvernement fédéral (cela exclut *Die Linke* et l'AfD), des industriels, des universitaires, des intellectuels, des hauts fonctionnaires, des juristes, des journalistes. Les parlementaires allemands aiment bien, dans ce genre d'occasion, interrompre les débats du *Bundestag* ; il arrive qu'un ministre se mêle aux convives. Le temps politique est suspendu ; l'humour est souvent de mise entre représentants de partis concurrents. On aime bien, aussi, profiter de la présence d'étrangers, en particulier de ressortissants de l'Union Européenne, pour mieux comprendre ce qui se passe loin du formalisme des institutions européennes ou des grandes conférences internationales. Malheureusement, les Français sont peu présents dans ces occasions, alors qu'elles sont irremplaçables pour comprendre ce qui se passe dans le monde dirigeant allemand.

Vendredi soir, à Berlin, j'ai eu l'occasion de répondre une bonne dizaine de fois à la même question, posée par des interlocuteurs différents : à quoi doit-on s'attendre de la part d'Emmanuel Macron et de la France? *Right or wrong, my country!* J'ai horreur de ces Français, si nombreux, qui déblatèrent sur leur propre pays avec des étrangers. La difficulté, en l'occurrence, venait de ce que je pouvais difficilement prétendre, vis-à-vis de mes interlocuteurs, qu'Emmanuel Macron aurait trouvé le remède miracle. Mais que présenter en termes d'alternative plausible ? Je m'en suis sorti en mentionnant la seule certitude que nous ayons aujourd'hui : si l'actuel président ne réussissait pas à finir son mandat, l'*interim* de Gérard Larcher, président du Sénat, aurait quelque chose de rassurant pour les Français. Peut-être même l'*interim* deviendrait-il durable. La chance de notre pays et de nos institutions est d'avoir un président du Sénat expérimenté, capable d'empathie, plein de sang froid. Nous imaginons que les institutions puissent être stabilisées en cas de crise grave. C'est un message très utile à faire passer à l'étranger, pour éviter qu'avec de plus ou moins bonnes intentions, nos partenaires européens, occidentaux, aient la tentation de se mêler de nos affaires.

Cependant, répondant à mes interlocuteurs successifs, je prenais toujours mieux conscience du principal problème de notre vie politique. L'absence criante d'une opposition organisée capable *hic et nunc* de dessiner une vision et de préparer une action politique crédible. La droite française n'est pas à la hauteur des circonstances. Je ne parlerai pas ici du Rassemblement National, qui est certes un pôle d'opposition depuis des décennies, clairement ancré à droite - au-delà de la fascination de Marine Le Pen pour la gauche populiste- mais qui ne semble toujours pas en mesure d'exercer le pouvoir s'il arrivait en tête aux élections, en particulier par manque

de réseaux dans l'appareil d'Etat. Je vais parler ici du parti LR, Les Républicains, engagés depuis 2012 dans une spirale d'échec et incapables d'en analyser collectivement les raisons; *a fortiori* de convaincre un large électorat que Laurent Wauquiez, l'actuel président du parti, est prêt à remplacer Emmanuel Macron en cas d'alternance.

L pour lamentable et R pour radical-socialiste?

Qu'on en juge. Deux événements ont marqué la vie de LR cette semaine. D'abord la confirmation du trio qui emmènera, sauf imprévu, la liste LR aux européennes. Nous avons droit un équilibre proprement radical-socialiste: une tête de liste, François-Xavier Bellamy, qualifié de conservateur; la présidente de la Fédération LR d'Ile-de-France, Agnès Evren, proche de Valérie Pécresse; enfin, un juppéiste, Arnaud Danjean, qui a fait le choix de rester chez les Républicains. Il ne s'agit pas de mettre en cause les qualités individuelles de ces trois personnes; en revanche, on doutera, à première vue, du caractère tout terrain de l'attelage. D'autant plus que, malgré ce panachage digne du PS de la grande époque, Laurent Wauquiez a voulu que l'on comprenne bien qu'il assumait un ancrage à droite, afin de marquer le territoire de son parti dans cette campagne des européennes: et il a donc diffusé à partir de son compte twitter une vidéo de dialogue avec Eric Zemmour, l'enfant terrible du journalisme français, l'un des rares, dans notre vie publique, à faire honneur à une pensée qui s'assume clairement de droite, mais qui avait l'air, dans l'exercice que lui imposait Wauquiez, assez perplexe. Il faut dire que le dialogue atteint un sommet lorsque le président des Républicains explique au journaliste que son livre est « facile à lire car il est une succession de chapitres »!

Une semaine qui se voulait extraordinaire dans la vie des Républicains et qui vire à la banalité, à la vacuité, même. On aurait bien aimé, en effet, que le président de LR profite de son dialogue avec Eric Zemmour pour nous exposer une vision de la France, fidèle à son héritage, soucieuse de l'intégrité de sa population mais rayonnant par sa force d'innovation au début d'un nouveau siècle industriel. On apprécierait qu'au lieu de nous infliger une discussion permanente sur les dosages entre courants au sein de LR, le parti, ses candidats au Parlement européen en particulier, nous expliquent quelle est leur vision de l'Europe, en quoi elle diffère de celle d'Emmanuel Macron; en quoi, dans sa critique envers l'actuelle Commission Européenne, elle est plus réaliste que celle de Marine Le Pen.

Un décalage criant entre les occasions qui se présentent et la capacité à répondre

Ce ne sont pas les occasions qui ont manqué: voilà une dizaine de jours que le traité d'Aix-La-Chapelle est signé. Les Républicains savent-ils seulement que la plupart des hommes politiques allemands n'accordent pas beaucoup d'importance à ce texte, qu'ils jugent très creux, au fond assez symbolique de l'ère Merkel finissante? Ont-ils réfléchi à une autre façon de coopérer avec l'Allemagne? En tout cas, cela m'a été dit le 1er février, on attend un renouveau profond du partenariat: une façon polie de me signifier que l'on ne croit plus dans Emmanuel Macron et de s'enquérir sur l'existence éventuelle d'une vision dans l'opposition. Les mêmes interlocuteurs berlinois m'ont expliqué leur inquiétude profonde face au *Brexit*. Ils ont du mal à voir comment l'on pourrait échapper, en ce moment à un *no deal Brexit* et, quand on connaît la culture politique allemande, on imagine comment est vécue la double incertitude qui pèse actuellement sur Berlin: il y a encore plus terrifiant que d'imaginer une France faisant entrer l'Union Européenne dans une turbulence impossible à maîtriser; c'est la disparition de ce stabilisateur inavoué de la relation politique franco-allemande qu'a toujours été, dans l'esprit des Allemands, la relation économique privilégiée entre Berlin et Londres. Qu'Emmanuel Macron, obnubilé par Angela Merkel, soit passé à côté de l'occasion de repenser le triangle Paris-Londres-Berlin, y compris pour aider les Allemands à sortir de l'idée qu'il fallait bien punir un peu la Grande-Bretagne pour le *Brexit*, cela n'a plus grande importance aujourd'hui: les dégâts sont là, nos partenaires, qui se résignent à l'inéluctabilité d'un *Brexit* auquel ils ont longtemps refusé de croire, commencent à chercher une façon pragmatique de s'en accommoder. C'est là qu'on aimerait entendre une autre voix en France, à la fois modératrice des passions technocratiques bruxelloises et capable de saisir la chance qui se présente pour la France de servir de médiatrice entre le Royaume-Uni et l'Union Européenne: mais rien d'audible du côté de LR.

C'est d'autant moins compréhensible que la manière dont tourne le *Brexit* offre une occasion extraordinaire pour une force d'opposition française de proposer une autre façon de débattre au sein de l'Union et de commencer à réconcilier les peuples avec la construction européenne: le Parlement britannique a donné, mardi 29 janvier, une magnifique illustration du poids des parlements nationaux, s'ils le veulent, dans les débats européens. Le parti conservateur britannique, en particulier, a surmonté ses divergences pour se ranger derrière le Premier Ministre et proposer un compromis à l'Union, qui permette un *Brexit* concerté. On imaginerait que LR regarde de près ce que fait le parti Tory. Ce n'est pas rien d'arriver à rassembler *Remainers* et *Brexiters* dans une position commune, fondamentalement respectueuse du vote populaire mais exprimant le désir d'une nouvelle stabilité dans les relations européennes ! Un message d'encouragement des Républicains français au parti conservateur britannique, cela aurait eu sans aucun doute plus de chance de retenir l'attention de la presse européenne que le fait de savoir que Monsieur Wauquiez apprécie les ouvrages d'Eric Zemmour. L'absence du premier parti d'opposition français du débat européen sur le *Brexit* est d'autant plus impardonnable qu'il est urgent de montrer comment, dans la France en ébullition, on va s'y prendre pour revigorer le débat au sein des institutions, afin de répondre à ce qui est la revendication majeure des Gilets Jaunes, très semblable à celle des *Brexiters*: *take back control* !

Réconcilier démocratie, souveraineté et ambition de modernisation

Ce sur quoi je n'ai pas insisté, auprès de mes interlocuteurs allemands, ce 1er février, c'est le degré d'incapacité de la direction nationale de LR à utiliser le mouvement des Gilets Jaunes pour préparer une alternance politique de grande ampleur. On aura rarement vu un tel décalage entre l'occasion offerte par l'actualité et la réponse politique proposée. La mobilisation populaire, la demande de débats de grande ampleur, le souhait d'un recours plus fréquent au référendum, la colère face à un président qui a oublié les intérêts du peuple: autant de thèmes qui permettraient de réveiller le gaullisme endormi d'un pays qui a largement oublié ses origines. Les circonstances offrent aux Républicains l'occasion unique de faire oublier comme ils ont, depuis des années, trahi le gaullisme. Et puisque l'un des dilemmes du parti est d'éviter que ses électeurs épris d'ordre public soient attirés par la politique

répressive de court terme d'Emmanuel Macron, rien n'aiderait mieux que d'aller puiser dans l'arsenal des discours de Charles le Grand: rien n'aiderait plus le système politique français, dans le moment actuel, que de constater qu'à l'Assemblée le regretté Philippe Seguin ait des successeurs, que les orateurs de LR soient capables de parler au peuple depuis le coeur des institutions et non dans un improbable « Grand Débat national » qui tourne au Petit Monologue Permanent d'Emmanuel Macron.

Il ne s'agit pas d'invoquer le gaullisme, simplement parce qu'il y a très longtemps, dans les années 1970, ce fut la boussole du parti. Ce serait un peu court et alimenterait cette nostalgie foncière qui semble animer actuellement le parti: nostalgie de l'époque, pas si lointaine, où l'on était aux affaires; nostalgie des années où l'on était plein d'espoir dans l'Union. Européenne; nostalgie d'une identité française à laquelle on croit suffisamment pour ne pas s'être rallié à Macron mais dont on constate, avec impuissance, qu'on ne sait pas trop comment la défendre sans accepter d'être fièrement de droite. Non, il y a bien autre chose dans le gaullisme, qui est au fond un conservatisme, au sens britannique: une méthode pour à la fois préserver l'essentiel de l'héritage, du patrimoine, du capital français tout en prenant à bras le corps les défis de l'époque. De Gaulle parle encore à nos contemporains, en particulier à nos partenaires allemands, parce qu'il savait faire en sorte que « la France éternelle », celle qui a « passé une alliance vingt fois séculaire avec la liberté du monde » fût pleinement active dans le monde tel qu'il était, pour en intégrer les forces de vie et pour en repousser les tendances destructrices.

Le plus frappant dans l'attitude des Républicains aujourd'hui, c'est comme ils sont loin des défis de l'époque. La révolution de l'information a déclenché une série d'innovations industrielles en chaîne, dont on commence seulement à percevoir la portée, le possible bouleversement civilisationnel, l'éventuelle remise en cause des fondements les plus sûrs de notre culture. La miniaturisation toujours plus poussée du stockage de l'information aboutit non seulement à la floraison d'un nouvel entrepreneuriat mais elle nous emmène à grande vitesse vers l'intelligence artificielle. Certains y voient la libération ultime pour l'humanité, non sans réveiller la dystopie du « meilleur des mondes », de la manipulation de l'humain, de la fin de l'humanisme. D'autres soulignent à juste titre qu'autant la robotisation a détruit l'emploi industriel classique, autant l'intelligence artificielle s'apprête à pulvériser le secteur des services. Eh bien, que faisons-nous face à ce monde qui vient? Qu'avons-nous à opposer à la puissance d'innovation des Etats-Unis et de la Chine dans ces domaines? Acceptons-nous qu'on nous impose de l'extérieur des façons de faire, qu'il s'agisse de *big data*, de biotechnologies, d'OGM, de gestion de l'énergie, de planification urbaine etc...?

Nous voilà au coeur de la question européenne, mais d'une autre manière: mes interlocuteurs berlinois du vendredi 1er février, dès que nous poussions le débat, ne pouvaient pas contenir leur inquiétude: la croissance allemande ralentit, l'Union est menacée de divers côtés, à l'intérieur et à l'extérieur, les défis de l'époque sont gigantesques et l'Europe apparaît divisée, impuissante, en rétrécissement permanent. J'aurais bien aimé pouvoir leur annoncer que, certes, Emmanuel Macron n'avait pas tenu toutes ses promesses mais il valait la peine d'écouter l'opposition, on pouvait compter sur elle. Elle saurait canaliser et faire aboutir la colère populaire. Elle saurait proposer bientôt de nouveaux chemins pour la croissance européenne. J'aurais aimé pouvoir dire que les différentes tendances de l'opposition se complétaient très bien: il serait possible de faire travailler ensemble des gaullistes épris d'une modernisation de l'Etat, des chrétiens-démocrates qui sont le meilleur garant de l'humanisme contre le tranhumanisme californien ou l'athéisme pratique des Chinois, des libéraux réalistes épris d'entrepreneuriat et d'éducation plus que du sauvetage du capitalisme de connivence français. J'aurais aimé pouvoir expliquer à mes interlocuteurs comment la droite, après quarante ans de cloisonnement artificiel entre les souverainistes et les européistes, entre les populistes et les élitistes, allait enfin se réconcilier - un modèle qui pourrait aider une CDU qui voit fuir ses électeurs vers l'AfD.

En fait, le constat que l'on doit faire, tristement c'est que l'on recherche désespérément une opposition d'envergure et un élément d'alternative politique au macronisme.